



Ensemble pour l'ESR et ses personnels

samedi 27 octobre 2018, par [matthias](#)



Plutôt que d'investir pour l'avenir de la jeunesse, le gouvernement instaure la sélection à l'entrée de l'université (loi ORE et ParcoursSup) et dérégule la licence. Il prépare la fusion des académies et menace la formation des enseignants (ESPE). L'ordonnance créant des « établissements expérimentaux » va à nouveau restructurer et désorganiser les universités et les EPST.

Les réformes en faveur du patronat et en défaveur du monde travail s'enchaînent, (exonérations de cotisations, CICE, CIR...). Notre pouvoir d'achat baisse (gel du point d'indice, augmentation des prix, de la CSG...), notre rémunération s'individualise avec le RIFSEEP. Nos conditions de travail se dégradent et la précarité perdure.

Avec « CAP2022 », feuille de route pour la Fonction publique, le gouvernement veut développer la précarité, le salaire au « mérite », diminuer les postes de fonctionnaires, en finir avec les CAP et les CHSCT : c'est la disparition du statut général de Fonctionnaire. Le Code des pensions et les retraites par répartition, gage de solidarité intergénérationnelle, sont également ciblés. Avec la CGT, tous ensemble,

disons STOP !

Défense des statuts !

Le statut protège les fonctionnaires et donne des garanties pour les usagers. 40 % de précarité dans l'ESR, ça suffit !

Pour la CGT, il faut :

- garder les prérogatives des CAP et des CHS-CT,
- la gestion paritaire nationale ou académique des personnels,
- titulariser les précaires sur des postes pérennes et recruter sur des postes de fonctionnaires,
- maintenir les acquis des personnels des CROUS, fonctionnaires ou PO,
- défendre le Code des pensions et les retraites par répartition. Non aux retraites par points !

Augmenter les salaires !

Le gel du point d'indice nous a fait perdre 14% de pouvoir d'achat depuis 2000. Les gains faibles et limités du PPCR sont déjà mangés par l'inflation, comme nos primes qui sont individualisées et ne sont plus indexées.

Pour la CGT il faut :

- relever les grilles et un plan de promotions pour reconnaître les qualifications,
- augmenter immédiatement le point d'indice,
- combler les inégalités salariales et de carrière entre les femmes et les hommes,
- arrêter l'individualisation des salaires et en finir avec le RIFSEEP,
- intégrer les primes dans le traitement et, en attendant, les revaloriser uniformément pour toutes.

Développer le service public de l'ESR !

Les universités, les organismes nationaux de recherche et les CROUS souffrent du manque de postes et de financements récurrents de l'État. La politique des contrats et de « l'excellence » (PIA, Labex...) met en place une concurrence généralisée qui désorganise les collectifs de travail et génère de plus en plus de souffrance. Le désengagement de l'État a servi de prétexte à la mise en place de la sélection à l'université. Les missions des CROUS ne sont plus intégralement subventionnées, laissant la porte ouverte au privé

Pour la CGT il faut :

- des financements publics pérennes à hauteur des besoins,
- un plan pluriannuel de recrutement de titulaires,
- la construction et la réhabilitation d'universités, de logements et restaurants CROUS,
- le libre choix des jeunes à construire leur orientation, contre la sélection à l'université.

10 ans de restructurations : ça suffit !

Les regroupements et les fusions (universités et EPST) déstructurent l'ESR et contribuent à dégrader les conditions de travail : mobilités forcées, primes, horaires... Le caractère national des organismes de recherche est menacé. Des « établissements expérimentaux » sans aucune règle nationale et anti-démocratiques sont en projet. Le maillage territorial des formations et la proximité du service public sont en danger.

Pour la CGT il faut :

- arrêter les restructurations (fusions, ComUE, I-Sites, « expérimentations »).
- des formations validées par des diplômes nationaux.
- l'égale qualité du service public sur tout le territoire.